

Rencontre organisée le 13 septembre 2016 à l'occasion de la commémoration de l'assassinat de Ruben Um Nyobé (13 septembre 1958)



Depuis son indépendance en 1960, le Cameroun n'a jamais connu d'alternance politique. Règne à sa tête un seul parti qui a connu plusieurs dénominations. Il s'agit de l'Union camerounaise créée en 1958, devenue Union nationale camerounaise en 1966 puis Rassemblement démocratique du peuple camerounais en 1985. Ce dernier œuvre à conserver à tout prix le pouvoir politique alors que ses échecs économiques et sociaux ne cessent de s'amplifier, nuisant ainsi au potentiel humain et naturel du pays.

En 1982, le pouvoir est transmis à Paul Biya, sans permettre aux citoyens camerounais de s'exprimer par le biais d'élections. Il devient ainsi le deuxième président de la République, après 24 ans de règne d'Ahmadou Ahidjo (1958-1982). Malgré les émeutes de février 2008, la modification de la Constitution est modifiée en avril de cette même année permettant à Paul Biya de se représenter *ad vitam aeternam*. Aujourd'hui âgé de 83 ans et au pouvoir depuis 34 ans, il s'apprête fort probablement à briguer un septième mandat lors de la prochaine élection présidentielle prévue en 2018.

La possibilité d'une alternance en 2018 marquerait une avancée pour la démocratisation du pays. Mais cette perspective semble entravée par plusieurs facteurs, parmi lesquels on peut citer : le climat sociopolitique tendu, marqué notamment par des interdictions illégales de réunions de partis politiques d'opposition et d'associations ; le déroulement de l'élection en un seul tour et l'absence de candidature unique de l'opposition ; la composition de la commission électorale (Elecam), la révision du fichier électoral biométrique, etc.

Comment, dès lors, contribuer à l'avènement pacifique en 2018 de la première alternance politique au Cameroun ? Tel est le défi lancé aux actrices et acteurs politiques ainsi qu'à

celles et ceux de la société civile qu'ils se situent à l'échelle nationale ou internationale.

Afin d'ouvrir des pistes de réflexion pour celles et ceux qui suivent l'actualité africaine en général et camerounaise en particulier, la Fondation Gabriel Péri invite des chercheurs et représentants de partis politiques d'opposition à débattre des arguments et stratégies susceptibles, d'une part, de répondre de façon constructive à la répression et, d'autre part, de favoriser la construction d'un rapport de forces en vue d'un changement politique véritable.

Cette rencontre organisée à la date anniversaire de l'assassinat par l'armée française du leader nationaliste upéciste Ruben Um Nyobe (1913 - 13 septembre 1958), sera composée de deux moments. Premièrement, deux chercheurs dresseront un état des lieux des élections présidentielles au Cameroun. Dans un second temps, des représentants des partis politiques d'opposition présenteront leur stratégie pour favoriser l'avènement d'une alternance pacifique en 2018.

## Programme

### Introduction :

- Chrystel Le Moing, chargée de mission aux relations internationales pour la Fondation Gabriel Péri ;
- Cindy Morillas, docteure en science politique, chercheuse associée au laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM).

### Une alternance politique au Cameroun : Pourquoi ? Dans quel contexte ?

- Rose Ndengue, doctorante en histoire, Université Paris 7 - Diderot / Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA) ;
- Yves Mintoogue, doctorant en science politique, Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne / Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP).

## Table-ronde des partis politiques d'opposition

- Augusta Epanya, membre de la direction en France de l'UPC, Union des Populations du Cameroun ;
- Marianne Simon-Ekane, secrétaire nationale aux relations extérieures du Manidem, Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie ;
- Hervé Ewotti, Coordonnateur en France du CPP, Cameroon People's Party ;
- Peter Mbafor, conseiller du président du SDF, Social Democratic Front, Ni John Fru Ndi.

*Lieu: l'Espace Oscar Niemeyer*

## RÉFÉRENCES

Les partis d'opposition sur Facebook : [CPP](#), [Manidem](#), [MRC](#), [SDF](#), [UPC des Fidèles](#).

## Blogs sur la vie sociale et politique au Cameroun :

[Kamer Kongossa](#) (par Florian Ngimbis)

[Journal d'une ancienne mbenguiste](#) (par J.D.).

## Clips sur la vie sociale et politique au Cameroun

Valséro alias « Général » : 2008, « [Lettre au président](#) » ; 2009, « [Réponds !](#) » ; 2011, « [Va voter](#) » ; 2016, « [Motion de soutien](#) ».

Otu Bala Jah : « [Ya Kamerun](#) » ; « [Héritage](#) » ; « [Au nom du chef](#) ».

One Love, 2016 : « [Président dégage](#) ». Jovi feat Reniss, 2014 : « [B.A.S.T.A.R.D](#) ». Sissongho MC's feat Sadrake-Sultan O., 2013, « [Le bailleur n'entend pas ça](#) ». VBH, 2009 : « [Jeunes](#) ».

## Articles de presse

*Jeune Afrique*, 23 mai 2016, Georges Dougueli « [Cameroun : Paul Biya ou la stratégie du moindre mot](#) ».

*Le Monde Afrique*, 27 février 2015, Josiane Kouagheu : « [Cameroun : ces jeunes dissidents qui attendent la fin de Paul Biya](#) ».

*Libre Afrique*, 22 déc. 2014, Louis-Marie Kakdeu : « [La démocratie camerounaise en danger](#) ».

*Slate Afrique*, 27 février 2014, Caroline Sapouma, « [Cameroun, l'alternance est-elle possible ?](#) ».

## Hors-séries de magazines consacrés au Cameroun

*AM Afrique Magazine*, déc. 2015, Hors-série : « L'exception camerounaise », 130 p.

*Africa24magazine*, sept. 2011, Hors-série n° 1 : « Cameroun, un potentiel pour briller », 198 p.

## Rapports

Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL) du Cameroun, « [Rapport sur l'état des droits de l'homme en 2014](#) », 3 décembre 2015,

Amnesty International, « [Cameroun. Les droits humains en ligne de mire. La lutte contre Boko Haram et ses conséquences](#) », Royaume-Uni (Londres), 15 septembre 2015.

Observatoire national des droits de l'homme (ONDH) avec l'appui de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la culture Littoral (Acat-Littoral) et de l'ACAT-France, « [Cameroun, 25-29 février 2008 : une répression sanglante à huis clos](#) », 2008, 34 p.

## Articles scientifiques et chapitres de livre

Pommerolle Marie-Emmanuelle, "Donors and the Making of 'Credible' Elections in Cameroon", In *Aid and Authoritarianism in Africa: Development without Democracy*, by Tobias Hagmann and Filip Reyntjens, États-Unis (Chicago), The University of Chicago Press, pp. 119-138, 2016.

Ndengue Rose, « Mobilisations féminines au Cameroun français dans les années 1940-1950 : l'ordre du genre et l'ordre colonial fissurés », *Le Mouvement Social*, n° 255, juin 2016,

pp. 71-85.

Morillas Cindy, «Débattre politique dans l'espace public camerounais : la question des "interdictions illégales" de La Grande Palabre (2011-2015) », *Revue Ijambo*, n° 1 (à paraître en octobre 2016).

Pouhe Pouhe Dieudonné et Terretta Meredith, « Émeutes de la faim et apprentis sorciers : éléments d'une tradition politique camerounaise après 50 ans d'indépendance et 20 ans d'opposition », *Afroscope*, n° 1, janvier 2012, pp. 13-38.

Konings Piet J. J., « Opposition and Social-Democratic Change in Africa: The Social Democratic Front in Cameroon », *Commonwealth & Comparative Politics*, vol. 42, n° 3, novembre 2004, pp. 1-23.

Mintoogue Yves, « [La fabrication de l'unité nationale au Cameroun : dynamique consensuelle ou projet hégémonique ?](#) », *Africultures*, 8 décembre 2004.

Eboko Fred, « Les élites politiques au Cameroun. Le renouvellement sans renouveau ? », In *Le (non-)renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Jean-Pascal Daloz, France (Talence), Centre d'étude d'Afrique noire, Institut d'études politiques, Université Montesquieu, 1999, pp. 99-133.

Mbembe Joseph Achille, « Épilogue. Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'État », In *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Peter Geschiere et Piet Konings, France (Paris), Karthala, 1993, pp. 345-374.

## Ouvrages

La Grande Palabre, *Repenser et reconstruire l'opposition camerounaise questions sur la quête de sens et la subjectivation politique*, Cameroun (Yaoundé), Terroirs, 2014, 530 p.

Tcheuyap Alexie, *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun*, France (Paris), Karthala, 2014, 310 p.

Mouiche Ibrahim, [Démocratisation et intégration sociopolitique des minorités ethniques au Cameroun : entre dogmatisme du principe majoritaire et centralité des partis politiques](#), Sénégal (Dakar), Conseil

pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria), 2012, 221 p.

Séhou Ahmadou, *Cameroun : L'opposition en panne. Autopsie critique et propositions de relance*, Cameroun (Yaoundé), Lupeppo, 2012, 473 p.

Chatain Jean, Epanya Augusta et Moutoudou Albert, *Kamerun, l'indépendance piégée : de la lutte de libération à la lutte contre le néocolonialisme*, France (Paris), L'Harmattan, 2011, 269 p.

Pigeaud Fanny, *Au Cameroun de Paul Biya*, France (Paris), Karthala, 2011, 266 p.

Deltombe Thomas, Domergue Manuel et Tatsitsa Jacob, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, France (Paris), La Découverte, 2011, 741 p.

Eboussi-Boulaga Fabien, *La démocratie de transit au Cameroun*, France (Paris), L'Harmattan, 1997, 456 p.

Joseph Richard A., *Le mouvement nationaliste au Cameroun : les origines sociales de l'U.P.C.* France (Paris), Karthala, 1986, 414 p.

Bayart Jean-François, *L'État au Cameroun*, France (Paris), Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979, 298 p.

Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun : autopsie d'une décolonisation*, France (Paris), François Maspero, 1972.